

**communauté de communes**  
**BASSIN DE MARENNES****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 4 novembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 22  
Nombre de votants : 25  
Date de la convocation : 27 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre novembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Béatrice PRÉVOST (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

**Absents excusés :**

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

**Absents :**

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus)  
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

**Secrétaire de séance :** Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)

**Décision modificative n°1 – Budget annexe ZAE Le Riveau****Finances**

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique, expose :

Afin de procéder à une évolution du Budget Annexe de la ZAE Le Riveau en lien avec les écritures de stocks qui n'ont pas pu être réalisées en 2024, il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le Budget Principal comme suit :

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Chap./ Art.	Fonc	Désignation	Total Budget	DM1	Observations
023		Virement à la section d'investissement	76 413,94	- 65 000,00	
023	01	Virement à la section d'investissement	76 413,94	- 65 000,00	Enveloppe pour respecter le principe d'équilibre budgétaire
042		Opérations d'ordre de transfert entre sections	156 145,62	65 000,00	
71355	020	Variation des stocks de terrains aménagés	156 145,62	65 000,00	Enveloppe de régularisation pour variation de stocks initiaux
		<b>Total</b>	<b>277 569,56</b>	<b>0,00</b>	

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT					
Chap./ Art.	Fonc	Désignation	Total Budget	DM1	Observations
021		Virement de la section de fonctionnement	76 413,94	- 65 000,00	
021	01	Virement de la section de fonctionnement	76 413,94	- 65 000,00	Enveloppe pour respecter le principe d'équilibre budgétaire
040		Opérations d'ordre de transfert entre sections	156 145,62	65 000,00	
3555	020	Terrains aménagés	156 145,62	65 000,00	Enveloppe de régularisation pour variation de stocks initiaux
		<b>Total</b>	<b>417 691,24</b>	<b>0,00</b>	

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2311-1, L. 2311-2 et L. 1612-11 ;  
**Vu** la délibération n°2025/CC03/24 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> avril 2025 portant adoption du Budget annexe ZAE Le Riveau ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

**DÉCIDE**

- d'approuver la décision modificative n°1 au Budget annexe ZAE Le Riveau ;
- d'autoriser le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 1  
M. Richard GUÉRIT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour extrait conforme au registre des délibérations



Le Secrétaire de séance

